

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Dossier n° DP 077 096 21 0 0009

Commune de
CHARTRETTES

Date de dépôt : 25 janvier 2021
Date d'affichage du récépissé de dépôt en Mairie : 25 janvier 2021
Demandeur : SCI LUNA - Monsieur VEYSSIER Rodolphe
Adresse du terrain : 160 rue des Hêtres
77590 CHARTRETTES

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la Commune de CHARTRETTES

Le Maire de CHARTRETTES,

Vu la déclaration préalable présentée le 25 janvier 2021 par SCI LUNA représenté par Monsieur VEYSSIER Rodolphe demeurant au 15 rue Gustave Eiffel - 89340 VILLENEUVE LA-GUYARD ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Installation d'un bardage bois sur la moitié basse de la façade et application d'une peinture couleur d'origine sur la partie haute de la façade.
- Sur un terrain situé 160 rue des Hêtres - 77590 CHARTRETTES.

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le P.L.U. approuvé le 06 octobre 2006 ;

Vu le P.L.U. approuvant la modification n° 1 le 03/07/2008 ;

Vu le P.L.U. approuvant la modification n° 2 et révision simplifiée le 07/07/2010 ;

Vu le P.L.U. approuvant la modification n° 3 le 02/10/2013 ;

Vu le P.L.U. approuvant la modification simplifiée le 22/11/2018 ;

Vu la Loi ALUR du 24/03/2014 ;

Vu l'arrêté n° 2020/34 du 05/06/2020 portant délégation de signature et de fonction à Monsieur Robin MOR.

Vu le(s) autorisation(s) suivante(s)

Considérant que le projet objet de la déclaration consiste, sur un terrain situé 160 rue des Hêtres - 77590 CHARTRETTES, en l'installation d'un bardage bois sur la moitié basse de la façade et application d'une peinture couleur d'origine sur la partie haute de la façade, sur un terrain d'une superficie de 1048.00 m² ;

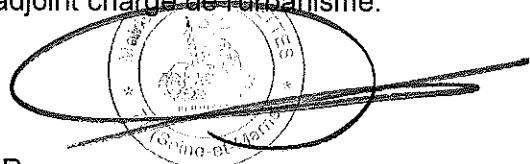
ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait le 29 janvier 2021

Le Maire,
Pour le Maire et par délégation,
Le Maire adjoint chargé de l'urbanisme.



Robin MOR

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à 424-19, est disponible à la Mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaires de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.